

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2019

Volume XX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

XAVIER PASCO (*)

En cette année du cinquantenaire de la marche de l'homme sur la Lune, l'espace semble à nouveau inscrit à l'agenda des grandes puissances. La Lune elle-même fait un retour inattendu dans les grands programmes nationaux et stimule à nouveau de lourds investissements industriels dans le cadre de projets, pourtant encore embryonnaires, de retour à la surface de notre satellite. L'émergence de nouveaux acteurs privés suscite en parallèle beaucoup d'interrogations et l'impression domine d'une redistribution générale des cartes, avec quelques pays en pointe, parmi lesquels les Etats-Unis bien sûr, mais aussi la Chine, très active dans tous les domaines spatiaux, et l'Inde, dont les ambitions grandissent. Dans ce contexte, l'Europe, traditionnellement à la pointe des technologies spatiales, semble encore chercher le grand programme qui mobilisera pleinement ses énergies. La France, chef de file pour les activités spatiales européennes, mesure bien les enjeux stratégiques qui sont attachés à l'espace. En juillet 2018, dans ce contexte changeant, Emmanuel Macron demandait au ministère des Armées une mise à jour de la posture nationale de défense dans le domaine spatial. Les travaux devaient aboutir au début de l'année 2019. Au-delà, c'est bien d'une vision politique dont l'ensemble de la communauté spatiale française et européenne a besoin et l'engagement d'une révision de grande ampleur des stratégies spatiales françaises et européennes est semble-t-il à l'ordre du jour.

Dans ce cadre, l'article de Béatrice Hainaut nous rappelle que ces réflexions ne se tiennent pas dans un vide stratégique mais qu'elles interviennent au contraire dans un paysage spatial en cours de transformation et porteur de nombreux risques. La dépendance accrue de nos sociétés vis-à-vis des satellites, la progression sans précédent du nombre et de la diversité des acteurs spatiaux, les tests de destruction d'objets spatiaux ou la multiplication inédite des débris spatiaux capables de « tuer » les satellites par simple collision sont autant de facteurs nouveaux qui ont accru les tensions entre les pays. Florence Parly, ministre

(*) Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

des Armées, l'a rappelé dans un discours récent : ces sujets créent des inquiétudes et justifient les stratégies militaires renforcées dont la France compte désormais se doter. Ainsi, l'espace rentrerait dans le rang, à l'égal des autres milieux occupés par l'homme, milieux terrestres, maritimes ou aériens qui disposent tous de stratégies et de doctrines militaires. Cette évolution ouvrirait de fait une nouvelle ère, l'espace laissant derrière lui le temps de la protection sanctuarisée qui dérivait d'un intérêt mutuel bien compris pendant la Guerre froide et qui ne semble plus faire recette aujourd'hui.

En résonance avec ces ambitions nouvelles, la question de l'énergie dans les relations internationales est appelée à devenir de plus en plus centrale. Elle l'a bien sûr toujours été comme nous le montre l'article de Christophe-Alexandre Paillard. Alors que nos besoins sont croissants, l'angoisse de ressources limitées resurgit tandis que la prise de conscience d'une gestion planétaire des sources et des modes d'énergie se fait plus pressante. Le texte montre bien l'intrication de plus en plus critique des questions énergétiques avec les questions de sécurité et de défense. La sécurité énergétique ouvre des horizons de long terme et est un autre facteur essentiel des politiques de puissances qui s'organisent maintenant pour ce siècle qui commence. Les Etats-Unis, mais bien sûr aussi la Chine préparent ce duel de titans dont les retombées concerneront l'ensemble de l'humanité. D'où, nous rappelle l'analyste, l'importance pour notre pays de discerner les bons choix de filières, au-delà sans doute des débats de plus court terme, qui restent cependant un élément légitime de toute réflexion stratégique et auxquels tous doivent participer.